Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2018-778** **18/10/2018**

Date de mise en application : 18/10/2018
Diffusion : Tout public

Date limite de mise en œuvre : 18/10/2018
Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 19

Objet : Appel à candidatures : 19 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Parc national des Calanques :

- 1 poste de chargé(e) de mission « activités nautiques » (catégorie A) (H/F) à Marseille (13).
Date limite de candidature : 10 novembre 2018.

Parc amazonien de Guyane :

- 1 poste d'animateur/trice projet (catégorie C) (H/F) à Camopi (Guyane).
Date limite de candidature : 15 janvier 2019.

Office national de la chasse et de la faune sauvage :

- 1 poste d'adjoint(e) administratif(ve) (catégorie C) (H/F) à Morcenx (40).
Date limite de candidature : 01 novembre 2018.

- 1 poste d'adjoint(e) administratif(ve) (catégorie C) (H/F) à Mérignac (33).
Date limite de candidature : 20 novembre 2018.

- 1 poste de chargé(e) de mission réserves et territoires (catégorie A) (H/F) à Auffargis (78).
Date limite de candidature : 15 novembre 2018.

- 1 poste d'ingénieur(e) spécialiste « agriculture- faune sauvage » (catégorie A)(H/F) à Auffargis (78).
Date limite de candidature : 07 novembre 2018.

Agence de Services et de Paiement :

- 1 poste de chef(fe) du service du fonctionnement et de la comptabilité (catégorie A) à Limoges (87).
Date limite de candidature : 05 novembre 2018.

- 1 poste de juriste senior (H/F) (catégorie A) à Limoges (87).
Date limite de candidature : 25 octobre 2018.

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement, et du travail (ANSES) :

-1 poste de technicien de laboratoire - brucelloses (H/F) (catégorie B) à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 02 novembre 2018.

Conservatoire du littoral :

- 1 poste de rédacteur marchés publics (H/F) (Catégorie B ou C) à Rochefort (17).
Date limite de candidature : 10 novembre 2018.

Agence Française pour la Biodiversité :

- 1 poste de chef(fe) adjoint du service production et valorisation des connaissances (H/F) (catégorie A) à Bordeaux (33) ou Poitiers(86).
Date limite de candidature : 30 novembre 2018.

- 1 poste de chef(fe) du service communication numérique et multimédia (H/F) (catégorie A/A+) à Montpellier (34) .
Date limite de candidature : 12 novembre 2018.

- 1 poste de chargé(e) de mission compensation et biodiversité (catégorie A) à Vincennes (94).
Date limite de candidature : 12 novembre 2018.

- 1 poste de chargé(e) de mission coordination R&D milieu marin (catégorie A/A+) à Brest (29) ou Toulouse (31).
Date limite de candidature : 15 novembre 2018.

- 1 poste administrateur systèmes et réseaux (catégorie A/B) (H/F) à Pérols (34)
Date limite de candidature : 15 novembre 2018.

- 1 poste administrateur systèmes et réseaux (catégorie A/B) (H/F) à Vincennes (94)
Date limite de candidature : 15 novembre 2018.

- 1 poste de webmestre (catégorie A) (H/F) à Paris (75)
Date limite de candidature : 12 novembre 2018.

Organisation Internationale des Bois Tropicaux (OIBT) :

- 1 poste d'expert des marchés forestiers, de la chaîne d'approvisionnement et de l'industrie forestière (catégorie A/A+) (H/F) à Yokohama, Japon.
Date limite de candidature : 19 novembre 2018.

Institut français du cheval et de l'équitation :

- 1 poste de de directeur général adjoint (catégorie A) (H/F) à Saumur (49).
Date limite de candidature : 31 octobre 2018

L'adjoint à la sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Emmanuel Bouyer

Appel à candidatures
Chargé(e) de mission « Activités nautiques »

Contexte

Créé en 2012, le Parc national des Calanques est le plus grand parc national avec partie marine de France. Avec plus de 140 000 ha de surface en mer, il s'étend depuis l'archipel du Frioul à Marseille dans les Bouches-du-Rhône jusqu'à la Pointe Fauconnière à Saint-Cyr-sur-Mer dans le Var, et jusqu'à 12 miles nautiques des côtes.

Territoire inséré dans une métropole de 1,8 millions d'habitants, les activités maritimes professionnelles et de loisir y sont fortement représentées : site de plongée historique du littoral français, pôle de plaisance majeur à l'échelle nationale (avec la perspective des JO 2024), activité de visite des Calanques en navires générant d'importants flux de fréquentation, site de développement des sports de pagaie, proximité d'un des premiers ports de commerce français…
La multiplicité des pratiques et leur concentration sur certains sites très attractifs nécessitent une organisation particulière des usages et l'incitation aux « bonnes pratiques » sur le territoire d'exception qu'est le Parc national des Calanques.

Le (la) chargé(e) de mission « Activités nautiques » assurera, au sein du Pôle « Usages et Activités » et sous l'autorité du responsable de pôle, la planification, la mise en place, l'animation et le suivi des différentes actions de l'établissement public relatives aux activités professionnelles et de loisir en milieu marin (à l'exclusion de la pêche professionnelle et de loisir) : **plongée sous-marine, plaisance et nautisme, transport de passagers, whale watching, snorkeling et sentiers sous-marins, sports de pagaie, manifestations nautiques, gestion et activités portuaires, yachting, navigation commerciale, travaux maritimes, activités militaires en mer**.

Le Parc national des Calanques développe des collaborations étroites sur ces sujets avec le Parc national de Port Cros, l'Agence française pour la biodiversité et ses parcs naturels marins en Méditerranée, l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et les services de l'Etat et des collectivités locales. Il est par ailleurs intégré au réseau des aires marines protégées de Méditerranée.

Profil recherché

Poste de catégorie A, ouvert en priorité aux agents titulaires de la fonction publique de l'Etat ou de la fonction publique territoriale, par voie de mutation ou de détachement.

Rattachement hiérarchique

Le responsable du pôle « Usages et Activités ».

Missions

Le (la) chargé(e) de mission est le (la) référent(e) du Parc national sur les thématiques liées aux activités professionnelles et de loisirs en milieu marin.

Activités principales

Le (la) chargé(e) de mission sera principalement chargé(e) de :

Connaissance des pratiques et des usages

- Développer et améliorer les connaissances inhérentes aux activités socio-économiques en mer, en lien avec les acteurs professionnels et de loisir et leurs structures représentatives dans les domaines de la plongée sous-marine, de la plaisance et du nautisme, du transport de passagers, du whale watching, du snorkeling et des sentiers sous-marins, des sports de pagaie, des manifestations nautiques, de la gestion et des activités portuaires, du yachting, de la navigation commerciale, des travaux maritimes et des activités militaires en mer ;

- Contribuer à l'acquisition de données de fréquentation relatives à ces activités, dans le cadre des actions et études menées par le Parc national ;

- Assurer le lien permanent entre le Parc national et les structures et représentants des activités nautiques de son périmètre, ainsi qu'avec les services de l'Etat (préfecture maritime, DIRM, DDTM) et des collectivités territoriales compétents ;

- Préparer, puis porter, les positions de l'établissement une fois validées, dans les différentes démarches prospectives et dans la déclinaison territoriale des politiques publiques en mer, élaborées à différentes échelles : nationales, de façade maritime, locales.

Conduite de projets

- Préparer, organiser et animer les concertations, élaborer et suivre la mise en œuvre des différents appels à projets et mesures de gestion relatifs à une pratique durable de ces activités et à l'organisation des usages en mer dans le périmètre du Parc national ;

- Animer le réseau de partenaires, élaborer des partenariats, chartes de bonnes pratiques et autres outils de collaboration avec les acteurs du monde professionnel et de loisir ;

- Plus spécifiquement, assurer le rôle de chef de projet de l'élaboration du schéma global d'organisation des mouillages du Parc national, en coordination avec des bureaux d'études spécialisés et en collaboration avec l'ensemble des acteurs publics et privés concernés, puis de sa mise en œuvre opérationnelle.

Réglementation et police administrative

- Organiser et animer la concertation avec les services de l'Etat, les instances représentatives des acteurs professionnels ou de loisir afin d'élaborer les propositions de mesures réglementaires qui pourront être soumises par le conseil d'administration du Parc national aux autorités compétentes ;

- Réaliser une veille juridique locale, nationale et européenne sur le cadre juridique applicable à ces activités ;

- Instruire les demandes d'autorisation concernant l'ensemble des manifestations nautiques en cœur de Parc national et l'activité des navires de transport de passagers (police administrative), expertiser les avis demandés au Parc national sur tout projet connexe. Assurer, en lien avec la mission « police de l'environnement », l'amélioration et la simplification des procédures administratives liées à la gestion des activités nautiques (démarche de progrès et politique « qualité »).

Gestion des risques en mer

- En lien avec la mission « police de l'environnement » et « gestion de crise », assurer l'animation de la préparation de l'établissement à la gestion de crise en mer : contribution aux réunions préparatoires ou de mise en œuvre des volets « mer » du plan ORSEC et des plans communaux de sauvegarde, animation de la contribution de l'établissement aux exercices de mise en condition opérationnelle, relation avec les services de gestion de crise en mer (CROSS, préfecture maritime, préfecture de zone de défense, Marine nationale…) ;

- Assurer le suivi des procédures de traitement des épaves maritimes présentes sur le périmètre du Parc national des Calanques.

Animation d'une vision intégrée de l'action en mer de l'établissement

- Sous l'autorité du directeur adjoint, animer une coordination interne des actions du Parc national des Calanques en mer, pilotées par les différents pôles de l'établissement (pôles PCS, PATGP, PECDS et MPE notamment) et assurer à ce titre le secrétariat (gestion de la programmation et ordre du jour, relevé de décisions, suivi des points discutés) des réunions de coordination « mer ».

Connaissances requises

- Contexte socio-économique et touristique côtier méditerranéen, et plus particulièrement enjeux des activités maritimes et problématiques environnementales ;
- Fonctionnement des instances représentatives des activités professionnelles et des fédérations et associations liées aux activités de loisirs ;
- Cadre juridique et technique : réglementation maritime internationale, européenne et nationale, code de l'Environnement, code des Transports.

Profil souhaité

Diplômé de l'enseignement supérieur (Cadre A ou Bac + 5 dans le domaine marin) et expérience d'au moins 3 ans sur un poste similaire requise.

Compétences recherchées

- Expériences de travail variées avec les activités maritimes professionnelles et/ou de loisir ;
- Capité d'écoute, de dialogue, de travail partenarial ;
- Aptitudes à la médiation et à l'animation de concertations ;
- Animation de réunions ;
- Animation de réseaux d'acteurs ;
- Autonomie et esprit d'initiative ;
- Rigueur et organisation ;
- Bonne qualité rédactionnelle ;
- Aptitude au travail en équipe et au travail de terrain en mer ;
- Maîtrise des outils informatiques et statistiques ;
- Permis côtier ;
- Connaissance et pratique de la plongée sous-marine particulièrement souhaitable – niveau 2.
- Connaissance et pratique de la navigation souhaitée ;
- Maîtrise de l'anglais souhaitée ;

Localisation

Siège du Parc national des Calanques, à Marseille (Bouches-du-Rhône).

Date de prise de poste souhaitée

Le 5 janvier 2019

Modalités de dépôt des candidatures

Candidature pour le poste de **CHARGE DE MISSION ACTIVITES NAUTIQUES**

Adresser une lettre de motivation accompagnée d'un curriculum vitae détaillé à :
Monsieur le Directeur du Parc national des Calanques
141, Avenue du Prado
13 008 Marseille
ou par courriel avec accusé de réception à l'adresse suivante : contact@calanques-parcnational.fr

Pour toute information complémentaire, vous pouvez contacter le 04 20 10 50 00.

La date limite de réception des candidatures est fixée au 10/11/2018.
Les auditions des candidats sélectionnés sont envisagées le 30/11/2018 à Marseille.
Seuls les candidats présélectionnés seront contactés. La non-réception d'une convocation à l'audition équivaut à un rejet de candidature.
Tous les candidats qui auront postulé recevront une réponse par courrier à la fin de la procédure, courant décembre 2018.

FICHE DE POSTE

Animateur/trice du Projet

Faciliter l'accès aux équipements de transformation de couac en vue de stimuler une production locale

Créé en février 2007, le Parc amazonien de Guyane a pour mission de protéger la nature, de valoriser les patrimoines naturels et culturels et d'organiser, avec ses partenaires, un développement économique local adapté aux modes de vie des populations. En plus des missions classiquement dévolues au parcs nationaux, l'Etablissement public du PAG s'est vu confier certaines missions spécifiques (article L331-15-5 du Code de l'environnement) parmi lesquelles *: « contribuer au développement des communautés d'habitants qui tirent traditionnellement leurs moyens de subsistance de la forêt, en prenant en compte leur mode de vie traditionnel »* et *« participer à un ensemble de réalisations et d'améliorations d'ordre social, économique et culturel dans le cadre du projet de développement durable défini par la charte du parc national »*. Le contexte des territoires concernés par le PAG se caractérise par des communes isolées, une forte démographie, un retard des équipements et services et des freins au développement identifiés, dont un déficit important sur les prérequis au développement. Pour autant, il existe un potentiel local et des perspectives d'activités, tant pour les initiatives privées que publiques, mais elles nécessitent un accompagnement et un soutien adaptés, notamment pour engager une dynamique d'intégration dans l'économie formelle.

Résidence administrative : Camopi

Statut : Poste de catégorie C, ouvert prioritairement aux fonctionnaires et aux contractuels sous quasi-statut de l'environnement (AFB), et par défaut, ouvert aux contractuels de niveau équivalent (Contrat de détachement ou CDD de 18 mois à mi-temps).

Missions :

Sous l'autorité hiérarchique du chef de la Délégation territoriale de l'Oyapock (DTO) et fonctionnelle du chef de service Développement Durable, en lien fonctionnel avec la commune de Camopi et les autres partenaires de l'Etablissement, l'animateur/trice du projet « Faciliter l'accès aux équipements de transformation de couac en vue de stimuler une production locale » assure les missions suivantes :

Réaliser des animations dans les lieux de vie pour accompagner les transformatrices à utiliser les équipements mis à leur disposition

- Inviter et inciter les femmes à se rendre dans les grageries et à travailler en collectif ;
- Accompagner les utilisatrices pour qu'elles puissent utiliser le matériel ;
- Accompagner les utilisatrices (et riverains) dans la gestion des équipements.

1. Appuyer la Responsable développement dans l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme de concertation pour faire émerger des modèles de gestion adaptés à l'utilisation collective du lieu souhaitée par les usagers

- Enregistrer les réservations des grageries et remplir le calendrier des sessions de travail avec les utilisatrices ;
- Aider à la traduction, le choix des méthodes participatives adaptées et la formalisation des modes de gestion de ces lieux et des règles d'utilisation ;
- Appuyer la responsable développement dans la préparation des comptes-rendus et l'évaluation de la démarche, ainsi que de la structuration d'un collectif d'usagers.

2. Contribuer à la promotion de la transformation du manioc sur le territoire et s'enrichir d'expériences extérieures, par exemple :

- Informer les habitants et la commune de Camopi des avancées du projet ;
- Aider à l'organisation d'une fête communale visant à promouvoir la consommation et la production d'un couac local ;
- Aider à l'organisation de visites des différents lieux de transformation collectifs du manioc en couac existant sur le territoire guyanais.

Compétences requises :

- Technicien.ne en animation et/ou médiation socioculturelle, bac ou première expérience personnelle ou professionnelle dans le domaine de l'animation du développement local,
- Maitriser les étapes et procédés de transformation du manioc en couac,
- Animer des discussions,
- Connaissances du fonctionnement associatif,
- Connaissance des populations du Sud de la Guyane et des enjeux culturels liés,
- Etre locuteur/trice en langue Teko et Wayampi serait un plus.
- Maitriser les moyens de rédaction et communication classiques (bureautique, web),

Capacités:

- Organisation du travail, rigueur, travail en équipe ;
- Bonnes aptitudes relationnelles et de communication ;
- Ecoute, ouverture d'esprit, capacité à l'innovation, adaptabilité ;
- Goût et aptitude pour le travail sur le terrain et le relationnel avec les acteurs du territoire ;
- Capacité, à mobiliser et à fédérer autour d'un projet.

Echéance prévue de recrutement :1er février 2019

Afin de tenir compte du contexte très particulier du Parc amazonien de Guyane, la procédure de recrutement prévoit si nécessaire une évaluation et un entretien avec un jury.

Date limite de candidature : 15 janvier 2019

Les candidatures (lettre de motivation et curriculum vitae) sont à adresser à l'attention de :
Mr Arnaud ANSELIN, Directeur par intérim
1 rue Lederson
97354 Rémire Montjoly

A envoyer par courrier postal ou courriel à :
Françoise LEMAITRE-ANQUETIL - Responsable des Ressources Humaines
recrutements@guyane-parcnational.fr

Les candidats peuvent contacter, pour toutes questions techniques sur le poste :
Jammes PANAPUY - Chef de la Délégation Territoriale de l'Oyapock
jammes.panapuy@guyane-parcnational.fr
Matthieu DESCOMBES- Chef adjoint du service Développement durable
matthieu.descombes@guyane-parcnational.fr

OFFRE d'EMPLOI n°18-99-DR NA

16/10/18

La Cellule administrative de
la Délégation régionale Nouvelle Aquitaine de
l'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE
située à Morcenx (40)

RECRUTE

Adjoint(e) administratif(ve) basé(e) à Morcenx (F/H)

La Délégation Régionale Nouvelle-Aquitaine (DR NA) constitue une interlocutrice privilégiée des administrations territoriales.

Elle coordonne et pilote les Services départementaux dans les domaines de la police de l'environnement et de la chasse, du développement et participe aux réseaux nationaux et patrimoniaux d'observation de la faune sauvage.

La Cellule administrative de la DR NA est constituée de 4 personnes (2 agents de catégorie B et 2 agents de catégorie C), réparties sur les sites de Mérignac (1 B, 1 C) et de Morcenx (1 B, 1 C).

Rattaché à la Cellule administrative de la DR et placé(e) sous l'autorité du Délégué régional, l'Adjoint(e) administratif(ve) exerce des missions intéressant l'ensemble de la Délégation dans les domaines administratif, budgétaire et comptable et apporte également un appui administratif aux Services départementaux (SD) de la région.

Nature de l'emploi

Poste à pourvoir à compter du 1er janvier 2019 - Catégorie C
A pourvoir en contrat à durée déterminée d'une durée d'1 an – Temps plein

Profil recherché

Une expérience professionnelle dans un poste administratif similaire sera appréciée.
Connaissance de la gestion budgétaire et comptable d'un établissement public à caractère administratif (EPA).
Bonne connaissance des techniques de communication avec le public.
Bonne connaissance des techniques de secrétariat bureautique.
Capacité à appliquer les procédures administratives.
Maîtrise des outils bureautiques.
Pratique d'un logiciel de gestion GBCP (Gestion budgétaire et comptable publique).
Aisance relationnelle, sens de la diplomatie et discrétion professionnelle.
Rigueur et assiduité.

Activités principales

Préparer et suivre les dossiers administratifs, budgétaires et comptables de la DR : Réceptionner, contrôler et exploiter les dossiers et pièces à traiter • Assurer le suivi d'opérations de gestion budgétaire et financière en lien avec la Direction des affaires financières, les autres Services de la Délégation et les fournisseurs • Réaliser ponctuellement des activités de saisie et de contrôle de données (bons de commande, services faits, factures) sur le logiciel de gestion budgétaire et comptable.

Suivre l'activité et les déplacements des agents de la DR : Instruire les dossiers relatifs aux activités et aux déplacements des agents (organisation des déplacements, suivi pratique et budgétaire, préparation des ordres de mission, etc…)

Assurer le secrétariat de la DR : Assurer l'accueil téléphonique et physique • Assurer le suivi du courrier • Rédiger des courriers, mettre en forme des documents • Archiver et classer les dossiers • Saisir informatiquement des données de suivi de l'activité ou budgétaires.

Assurer la coordination d'activités : Participer (en suppléance) à l'élaboration des conventions et contrats des personnels temporaires et en cas d'absence suppléer la Secrétaire administrative de la DR.

Intéressé(e) ?

Pour vous renseigner sur le poste,
M. Christophe BAYOU, Délégué régional Nouvelle Aquitaine, par courriel à christophe.bayou@oncfs.gouv.fr ou par téléphone au 06.71.54.88.59
ou
Mme Marie-Laure LABATUT, Secrétaire administrative, par courriel à marie-laure.labatut@oncfs.gouv.fr ou par téléphone au 05.58.83.00.60

Envoyer votre candidature, en indiquant le numéro du présent avis, **au plus tard le 1er novembre 2018, -** terme de rigueur -, par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé, accompagnés des trois derniers comptes rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public. (Pour une demande de mutation interne, joindre également le formulaire prévu à cet effet).

Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr

OFFRE d'EMPLOI n°18-98-DR NA

16/10/18

La Délégation Nouvelle Aquitaine de
l'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE
située à Mérignac (33)

RECRUTE

Adjoint(e) administratif(ve) (F/H)

La Délégation Régionale Nouvelle-Aquitaine (DR NA) constitue une interlocutrice privilégiée des administrations territoriales.

Elle coordonne et pilote les Services départementaux dans les domaines de la police de l'environnement et de la chasse, du développement et participe aux réseaux nationaux et patrimoniaux d'observation de la faune sauvage.

La Cellule administrative de la DR NA est constituée de 4 personnes (2 agents de catégorie B et 2 agents de catégorie C), réparties sur les sites de Mérignac (1 B, 1 C) et de Morcenx (1 B, 1 C).

Rattaché à la Cellule administrative de la DR et placé(e) sous l'autorité du Délégué régional, l'Adjoint(e) administratif(ve) exerce des missions intéressant l'ensemble de la Délégation dans les domaines administratif, budgétaire et comptable et apporte également un appui administratif aux Services départementaux (SD) de la région.

Nature de l'emploi

Poste à pourvoir à compter du 1er janvier 2019 - Catégorie C

A pourvoir par un fonctionnaire ou par un agent titulaire d'un contrat relevant du quasi statut de certains établissements de l'environnement – Temps plein

Profil recherché

Une expérience professionnelle dans un poste administratif similaire sera appréciée.
Connaissance de la gestion budgétaire et comptable d'un établissement public à caractère administratif (EPA).
Bonne connaissance des techniques de communication avec le public.
Bonne connaissance des techniques de secrétariat bureautique.
Capacité à appliquer les procédures administratives.
Maîtrise des outils bureautiques.
Pratique d'un logiciel de gestion GBCP (Gestion budgétaire et comptable publique).
Aisance relationnelle, sens de la diplomatie et discrétion professionnelle.
Rigueur et assiduité.

Activités principales

Préparer et suivre les dossiers administratifs, budgétaires et comptables de la DR : Réceptionner, contrôler et exploiter les dossiers et pièces à traiter • Assurer le suivi d'opérations de gestion budgétaire et financière en lien avec la Direction des affaires financières, les autres Services de la Délégation et les fournisseurs • Réaliser ponctuellement des activités de saisie et de contrôle de données (bons de commande, services faits, factures) sur le logiciel de gestion budgétaire et comptable.

Suivre l'activité et les déplacements des agents de la DR : Instruire les dossiers relatifs aux activités et aux déplacements des agents (organisation des déplacements, suivi pratique et budgétaire, préparation des ordres de mission, etc…)

Assurer le secrétariat de la DR : Assurer l'accueil téléphonique et physique • Gérer le suivi du courrier • Rédiger des courriers, mettre en forme des documents • Archiver et classer les dossiers • Saisir informatiquement des données de suivi de l'activité ou budgétaires.

Assurer la coordination d'activités : Participer (en suppléance) à l'élaboration des conventions et contrats des personnels temporaires et en cas d'absence de la Secrétaire administrative de la DR.

Intéressé(e) ?

Pour vous renseigner sur le poste,
M. Christophe BAYOU, Délégué régional Nouvelle Aquitaine, par courriel à christophe.bayou@oncfs.gouv.fr ou par téléphone au 06.71.54.88.59
ou
Mme Marie-Laure LABATUT, Secrétaire administrative, par courriel à marie-laure.labatut@oncfs.gouv.fr ou par téléphone au 05.58.83.00.60

Envoyer votre candidature, en indiquant le numéro du présent avis, au plus tard le 20 novembre 2018, - terme de rigueur - , par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé, accompagnés des trois derniers comptes rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public. (Pour une demande de mutation interne, joindre également le formulaire prévu à cet effet).

Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr

OFFRE d'EMPLOI n°18-96-DRE

11/10/18

La Direction de la recherche et de l'expertise de
l'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE
située à Auffargis (78)

RECRUTE

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Chargé(e) de mission réserves et territoires / PNA / ERC (F/H)

La Direction de la recherche et de l'expertise (DRE) réalise les études, les recherches et les expérimentations concernant la conservation, la restauration et la gestion de la faune sauvage et de ses habitats. Elle organise les suivis patrimoniaux et le suivi sanitaire de la faune sauvage.

La DRE développe des outils de suivi de gestions des espèces de la faune sauvage et de ses habitats en s'appuyant notamment sur un réseau d'espaces protégés gérés et cogérés par l'ONCFS.

Sous l'autorité hiérarchique du Directeur de la recherche et de l'expertise, le(la) Chargé(e) de mission assure l'animation et la représentation du réseau des réserves et territoires gérés par l'ONCFS.

Le(la) Chargé(e) de mission suit, au plan national, les plans nationaux d'action en faveur des espèces et milieux menacés et la compensation écologique.

Nature de l'emploi

Poste à pourvoir à compter du 1er janvier 2019 - Catégorie A

A pourvoir par un fonctionnaire ou un agent titulaire d'un contrat relevant du quasi statut de certains établissements de l'environnement – Temps plein

Profil recherché

Un diplôme de niveau I (BAC +5) type Master est indispensable.
Solides connaissances en écologie en général et en gestion des espaces naturels et de la biodiversité en particulier.
Bonne connaissance des outils informatiques de base, de la gestion de base de données (BDD) et de système d'information géographique (SIG).
Connaissance des outils réglementaires, techniques, administratifs et de financement en lien avec la gestion de l'environnement.
Maîtrise des techniques de conduite de projet et d'ingénierie (suivi administratif, recherche financements, gestion fonds publics)
Capacité à apporter de l'expertise aux gestionnaires de réseaux.
Capacité à concevoir et suivre des projet, programmes de développement, protocoles d'études en lien avec la préservation de la biodiversité (suivi scientifique).
Disponibilité et réactivité - Aptitude au dialogue et au travail en équipe - Esprit d'analyse et de synthèse.

Conditions particulières

Déplacements fréquents au niveau national.
Activités de terrain régulières.

Activités principales

Administrer le réseau de réserves et territoires gérés/cogérés par l'ONCFS : Animer le réseau des gestionnaires • Piloter la préparation de la stratégie des réserves et territoires de l'ONCFS (suivi budgétaire des fonds attribués aux territoires, rédaction du rapport d'activité de ces territoires, suivi et évaluation des projets opérationnels mis en œuvre sur ces espaces).

Favoriser, valoriser et relayer le développement de l'activité de gestion des espaces naturels favorables à la faune sauvage : Créer les conditions propices au partage d'expériences au sein du réseau • Elaborer et mettre en œuvre des actions destinées à valoriser les résultats • Finaliser et vulgariser un référentiel d'outils de gestion et de méthodologie • Assure une veille technique • Favoriser la communication entre membres du Réseau.

Représenter l'Etablissement en tant qu'expert en gestion d'espaces protégés.

Suivre au plan national les dossiers Plans nationaux d'action (PNA) et ceux liés à la Compensation Ecologique : Apporter son appui technique afin de favoriser le partage d'expérience • Représenter l'ONCFS dans les réunions nationales sur ces thématiques • Faire le lien avec l'AFB mandatée pour piloter l'Observatoire de la compensation.

Intéressé(e) ?

Pour vous renseigner sur le poste,
Mme Nirmala SEON-MASSIN, Directrice adjointe de la recherche et de l'expertise, par téléphone au 01.30.46.60.46 ou par courriel à nirmala.seon-massin@oncfs.gouv.fr
ou
M. Guillaume ROUSSET, Directeur de la recherche et de l'expertise, par téléphone au 01.30.46.60.34 ou par courriel à guillaume.rousset@oncfs.gouv.fr

Envoyer votre candidature, en indiquant le numéro du présent avis, au plus tard le 15 novembre 2018, - terme de rigueur -, par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé, accompagnés des trois derniers comptes rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public. (Pour une demande de mutation interne, joindre également le formulaire prévu à cet effet).

Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr

OFFRE d'EMPLOI n°18-100-DRE

16/10/18

L'Unité petite faune sédentaire de
la Direction de la recherche et de l'expertise de
l'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE
située à Auffargis (78)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

RECRUTE

Ingénieur(e) spécialiste « Agriculture – Faune sauvage » (F/H)

L'Unité petite faune sédentaire (UPFS) est en charge des travaux sur les différentes espèces de galliformes sédentaires et de lagomorphes présentes en France ainsi que d'espèces proches d'intérêt patrimonial.

Elle assure notamment l'animation de 4 réseaux partenariaux de suivi et encadre la mission « agriculture – faune sauvage ».

Au sein de cette Unité, sous l'autorité de la Cheffe de l'équipe « Perdrix grise – Faisan / Plaine de grande culture », l'Ingénieur(e) mène des études sur l'impact des pratiques agricoles sur la faune sauvage et la biodiversité en général.

L'Ingénieur(e) s'intéresse surtout aux pratiques innovantes en agro - écologie ainsi qu'aux espèces traitées par l'équipe.

L'Ingénieur(e) travaille en liens étroits avec le Responsable de la mission « agriculture – faune sauvage » et peut être amené(e) à collaborer avec d'autres Ingénieurs ou d'autres Unités (notamment l'Unité « Avifaune migratrice ») sur d'autres espèces et/ou d'autres types d'agriculture.

Nature de l'emploi

Poste à pourvoir à compter du 1er décembre 2018 - Catégorie A

A pourvoir par un fonctionnaire ou par un agent titulaire d'un contrat relevant du quasi statut de certains établissements de l'environnement – Temps plein

Profil recherché

Un diplôme de niveau I (BAC +5) dans le domaine de l'agriculture, de l'agronomie et/ou de l'écologie ayant permis de développer de fortes compétences dans ce/ces domaine(s) est indispensable.
Une expérience professionnelle dans un de ces domaines et en recherche appliquée sera appréciée.
Connaissances naturalistes en faune sauvage, ornithologie et/ou entomologie.
Bonnes connaissances des politiques publiques, des acteurs de l'agriculture et de l'environnement, nationaux et régionaux et idéalement du monde cynégétique.
Maîtrise orale et écrite de l'anglais et idéalement d'une autre langue.
Capacité à travailler en partenariat avec divers organismes institutionnels, associatifs et gestionnaires (dialogue avec des experts, prise en compte des critiques et intégration des connaissances pluridisciplinaires)
Aptitude à rédiger des articles scientifiques et de vulgarisation.
Qualités relationnelles, ouverture d'esprit, sens de l'écoute et du dialogue.
Organisation, rigueur et intérêt avéré pour le partage de connaissances et l'animation de réseaux.

Conditions particulières

Déplacements fréquents (France entière), y compris potentiellement à l'étranger.
Travail occasionnel de nuit, les dimanches et jours fériés.

Activités principales

Assurer l'expertise sur la problématique étudiée et l'évaluation scientifique et technique ainsi que sur d'autres programmes, comme le programme partenarial « Agrifaune ».

Participer à la mise au point de projets d'études et de recherche : Définir les thématiques • Identifier les sources d'informations et les ressources (montage du projet, conditions de mise en œuvre, financements, suivi contrats / conventions, données, …).

Réaliser des études et mettre en œuvre des projets : Concevoir les protocoles de suivi, d'étude ou d'expérimentation permettant de mesurer les relations entre différentes pratiques (agricoles, paysage agraire et faune) • Assurer leur mise en œuvre • Gérer l'analyse des données • Publier des articles dans des revues scientifiques.

Intéressé(e) ?

Pour vous renseigner sur le poste,
M. Michel SALAS, Responsable de l'Unité petite faune sédentaire, par téléphone au 04.67.10.78.04 ou par courriel à michel.salas@oncfs.gouv.fr
ou
Mme Elisabeth BRO, Cheffe de l'équipe « Perdrix grise – Faisan », par téléphone au 01.30.46.60.03 ou par courriel à elisabeth.bro@oncfs.gouv.fr

Envoyer votre candidature, en indiquant le numéro du présent avis, au plus tard le 7 novembre 2018, - terme de rigueur -, par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé, accompagnés des trois derniers comptes rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public. (Pour une demande de mutation interne, joindre également le formulaire prévu à cet effet).

Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de services et de paiement

Agence comptable - Site de Limoges
2, rue du Maupas
87040 Limoges cedex 1

Agence de Services et de Paiement

Chef du service du fonctionnement et de la comptabilité (H/F)

N° du poste : 18619 **Catégorie : A (Inspecteur divisionnaire des finances publiques ou Attaché principal du MAA)**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2	**RIFSEEP : Groupe 1**
Poste vacant **Date limite de candidature : 05/11/2018**	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement **(ASP)** est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère en charge de l'Emploi. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil-sous-bois) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer. Elle se compose de 2300 agents dont 120 à l'Agence Comptable (85 à Limoges et 35 à Montreuil). Les dépenses d'interventions payées sont de l'ordre de 19 milliards d'euros. L'agence comptable (AC) assure : - le paiement des aides dans le cadre de la mise en œuvre des politiques publiques communautaires, nationales ou régionales sur l'ensemble du territoire à l'issue des visas réglementaires (Décret GBCP du 7 novembre 2012), - le recouvrement des indus sur interventions, - le paiement et le recouvrement du budget de fonctionnement et d'investissement de l'établissement, - l'élaboration du compte financier annuel qui est soumis au Conseil d'Administration, aux ministères de tutelle et transmis à la Cour des comptes. Le poste de chef du service du fonctionnement et de la comptabilité proposé est placé sous l'autorité de l'Agent Comptable. Il compte 19 agents. Il est articulé en deux secteurs : comptabilité et fonctionnement.
Objectifs du poste	Assurer la direction des deux secteurs du service Définir les priorités d'action du service
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Le chef de service du fonctionnement et de la comptabilité : - définit les objectifs et les priorités du service, - organise le travail, met en place des méthodes de contrôle et en assure le suivi, - concourt à la qualité comptable, dans le cadre du contrôle interne comptable et financier de l'établissement avec l'ensemble des partenaires de l'AC, les différents services ordonnateurs et les partenaires extérieurs, - actualise les analyses de risques et plans d'actions en étroite concertation avec le chargé de mission contrôle interne de l'AC.
Champ relationnel du poste	Relations avec les services de l'Agence comptable, avec le secrétariat général, les directions métiers et les directions régionales et la direction régionale des finances publiques.

Compétences liées au poste	Savoirs	Savoir-faire et savoir-être
	Détenir d'excellentes connaissances de la comptabilité générale, des règles de la comptabilité publique et de l'exécution des dépenses publiques (marchés, conventions, paie,...), Avoir des connaissances juridiques, financières et comptables, Maîtriser les outils informatiques	Capacité à organiser, encadrer, animer un service, Avoir une aisance relationnelle, avoir le sens du dialogue, Avoir le sens des responsabilités et du service public, Etre autonome, disponible, rigoureux et efficace, Savoir écouter et prendre des décisions, Etre en mesure de piloter des projets à composantes comptable et informatique, Savoir rendre compte
Personnes à contacter	**Céline GADY** - Conseillère mobilité carrière formation- tél : 05.55.12.00.56 - celine.gady@asp-public.fr **Anne-Marie GOUY** - Chargée de mission RH à l'Agence comptable tél : 05.55.12.02.38 - anne-marie.gouy@asp-public.fr Contact métier : **Arnaud SALVI** - Actuel titulaire du poste- tél : 05.55.12.02.42 arnaud.salvi@asp-public.fr **Joël TIXIER**-Agent comptable - tél : 05 55 12 02 41 joel.tixier@asp-public.fr	

Agence de Services et de Paiement

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT
Direction de l'emploi, de l'environnement et des politiques sociales (DIREEPS)
Service Animation, Gestion, Contrôles des aides (SAGC)
2 rue du Maupas – 87000 LIMOGES

JURISTE SENIOR (H/F)

N° du poste : 18621 **Catégorie :** A	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2	**Groupe RIFSEEP :** 3
Poste vacant **Date limite de candidature :** 25 octobre 2018	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de services et de paiement est un établissement public pluri-ministériel riche de ses plus de 2000 collaborateurs en relation directe avec 13 ministères. En pleine expansion, il est l'un des premiers opérateurs de l'État avec un budget conséquent de plus de 19 milliard d'€ qui lui permet, aujourd'hui, d'innover et d'être performante. Par ailleurs, elle est le principal payeur des aides à l'emploi et le premier payeur européen d'aides agricoles. Au sein de l'Agence, la Direction de l'emploi, de l'environnement et des politiques sociales (DIREEPS) assure la mise en œuvre opérationnelle des politiques publiques confiées à l'ASP notamment dans le domaine de l'emploi, de la formation professionnelle, de l'insertion ou de l'environnement (service civique, bonus écologique, chèque énergie…). Le service animation, gestion et contrôle des aides (SAGC), service de la DIREEPS, assure, quant à lui, la mise en œuvre, le suivi et la gestion des dispositifs d'aides. À ce titre, il est notamment chargé de la mise en paiement des dossiers, de leur contrôle et d'apporter un appui juridique et réglementaire essentiel.
Objectifs du poste	Au sein du Secteur Animation, Réglementation et Paiement, , le titulaire aura la responsabilité d'assurer des expertises et et sera amené à défendre les intérêts de l'Établissement, Il (elle) assurera une veille juridique sur l'ensemble des sujets de la Direction pour améliorer les offres de service en veillant à la relation à l'usager (e-administration, code des usagers, droit à l'erreur, …)
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	- Réaliser et formaliser des expertises « métier », au regard des textes juridiques applicables ou des projets de textes, portant sur des problématiques rencontrées par la DIREEPS (futurs dispositifs, problématiques juridiques diverses, protection sociale, innovation, relation avec les usagers, droit à l'erreur etc.) ;

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">- Proposer des adaptations/évolutions aux procédures de gestion au regard des analyses juridiques portant sur les différents dispositifs gérés par la direction ;
- Assurer la veille juridique notamment dans les domaines spécialisés de l'établissement ;
- Diffuser l'information juridique dans les services et le cas échéant la traduire en termes opérationnels « métier » ;
- Apporter un appui au traitement des contentieux (rédaction de mémoires contentieux notamment), mise en place d'actions correctives en lien avec les équipes ;
- Apporter un appui permanent et efficace aux sites régionaux.</td></tr>
<tr><td>Liaisons fonctionnelles</td><td colspan="2">Le titulaire du poste sera amené à travailler avec les directions du siège, les directions régionales de l'Agence, les donneurs d'ordres ministériels et tout acteur intervenant sur les dossiers.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
<tr><td>- Connaissance des fondamentaux du droit et du domaine juridique spécifique à sa mission ;
- Connaissance du fonctionnement de l'administration de l'État ainsi que des opérateurs publics ;
- Connaissance des procédures d'élaboration des textes et des procédures de règlement des litiges ;
- Maitrise de logiciels bureautiques.</td><td>- Savoir réaliser une expertise juridique ;
- Bonne connaissance des règles de la légistique ;
- Savoir rédiger de manière synthétique ; argumentée et adaptée aux destinataires ;
- Assurer des formations ;
- Esprit d'analyse et rigueur ;
- Planification et suivi ;
- Forte réactivité ;
- Très bonnes qualités relationnelles.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :
- Madame Christiane Roulet Delsuc – Cheffe de service SAGC – christiane.roulet-delsuc@asp-public.fr – Tél : 05 55 12 05 18
- Madame Sandrine Reyné – Directrice adjointe DIREEPS – sandrine.reyne@asp-public.fr – Tél : 05 55 12 01 45
Pour des questions relatives à l'aspect administratif et général du poste :
- Monsieur Nicolas Lebraud – DRH – Conseiller mobilité carrière et formation – mobilite@asp-public.fr – Tél : 05 55 12 00 64</td></tr>
</table>

Date : 10/10/2018

Poste à pourvoir	**Technicien de laboratoire - Brucelloses (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 3 ou agent titulaire de catégorie B**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 36 mois**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Laboratoire de santé animale, Maisons-Alfort Unité des zoonoses bactériennes
Missions / contexte	L'Unité UZB du Laboratoire de santé animale de Maisons Alfort (25 agents) s'intéresse aux affections bactériennes multi-espèces ayant une incidence sur la santé publique humaine et dont les conséquences économiques en élevage sont généralement importantes dont la brucellose. L'Unité UZB est en particulier Laboratoire National de Référence, Laboratoire de Référence Européen et Laboratoire International de Référence OIE/FAO pour ces infections chez l'animal et Centre National de Référence pour la brucellose humaine. Dans ce cadre, les missions de l'Unité UZB consistent à assurer un diagnostic de référence, à réaliser des contrôles officiels et à améliorer, à harmoniser et à standardiser les méthodes de diagnostic, tout en développant des activités Recherche. L'unité est composée de 25 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité et du responsable d'équipe, le technicien sera en charge des activités de bactériologie, sérologie et biologie moléculaire, principalement pour les pathogènes responsables des brucelloses.

Activités

A ce titre, l'agent sera amené à :

- Réaliser des analyses bactériologiques et immunologiques, gérer des dossiers d'appui technique, gérer des sérothèques/ souchothèques de référence, saisir des données informatiques de résultats analytiques, et rédiger des protocoles et des rapports techniques.
- Contribuer à la production technique de l'unité UZB, principalement pour les analyses bactériologiques des pathogènes étudiés dans l'unité.
- Participer à des études épidémiologiques, recherche et validation de nouvelles techniques de diagnostic de biologie moléculaire appliquées aux bactéries.
- Participer aux formations de stagiaires français et étrangers dans le domaine.
- En lien avec le chef d'unité, l'agent se verra confier des activités d'encadrement et de suppléance des personnels d'assistance technique.
- Exercer des fonctions de coordination transversale possibles, notamment en métrologie.

Conditions particulières

- Habilitation travail en zone confinée de niveau 3, habilitation pour la conduite d'autoclave et autres équipements sous pression,
- Métier potentiellement exercé en situation de travailleur isolé
- Port d'équipement de protection individuelle (EPI)
- Suivi médical renforcé
- Travail en zone confinée/P3

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Minimum BAC à BAC +3
BTS/DUT en biologie, ayant une formation en bactériologie et en biologie moléculaire
Connaissances en infectiologie / bactériologie / immuno-sérologie

Expériences similaires

- Expérience appréciée dans le domaine de l'infectiologie (travail en laboratoire de niveau 2 ou 3)
- Une première expérience en bactériologie est souhaitée.
- La formation en expérimentation animale serait un plus.

Compétences

- Compétences techniques en bactériologie, immuno-sérologie, et si possible formation acquise, en assurance qualité et sur les risques biologiques.
- Utilisation des logiciels bureautiques courants (WORD, EXCEL).
- Bonne connaissance de l'anglais souhaitée
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe
- Aptitude organisationnelle, rigoureux(se) et dynamique,
- Force de proposition

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 2 novembre 2018

Renseignements sur le poste : Claire PONSART (claire.ponsart@anses.fr ; 01 49 77 13 23)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-126 à :** recrutement@anses.fr

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire du littoral recrute
pour le secrétariat général à Rochefort
un rédacteur marchés publics à temps complet (H/F)
au sein du service budget et commande publique

Poste ouvert aux agents de catégorie B ou C expérimentés :

Poste à temps complet accessible : - aux fonctionnaires en détachement (contrat de détachement de 3 ans) ; - aux agents contractuels en CDI déjà en poste au Conservatoire du littoral ou dans un établissement relevant du quasi-statut (décret n°2016-1697).

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces fonciers du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 200 000 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », est de protéger 320 00 ha en procédant à plus de 100 000 ha de nouvelles acquisitions. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie environ 180 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort et dans les dix « délégations de rivages » réparties sur le littoral en métropole et outre-mer. Ces délégations sont chargées, conformément aux orientations nationales, de négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la maîtrise d'ouvrage de travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en suivre la gestion.

Les services du siège national du Conservatoire du littoral comprennent une soixantaine d'agents. Ils rassemblent la direction de l'établissement (localisée à Paris et Rochefort), le secrétariat général, la direction de l'action foncière et des systèmes d'information, la direction de la gestion patrimoniale.

Au sein du secrétariat général, le service budget et commande publique est en charge du pilotage budgétaire, du contrôle de gestion, de la commande publique et de l'achat durable. Il est aujourd'hui composé de 8 agents : un chef de service, un responsable de la commande publique, un chargé de mission budget et cinq assistants administratifs.

Au titre de la commande publique, l'équipe dédiée assure les phases de conseil en amont des consultations, de rédaction, de publicité et d'attribution des procédures de commande publique et leur exécution administrative (avenants).

<u>Description des missions</u>

Le rédacteur marchés publics conseille en tant que de besoin les différents services sur les procédures de commande publique à privilégier et vérifie au plan réglementaire et administratif les procédures et les pièces.

A ce titre, il exerce les activités principales suivantes :
- examen des devis et des cahiers des charges en partenariat avec le service prescripteur ;
- rédaction et validation des pièces administratives des marchés à l'aide du logiciel dédié ;
- rédaction et diffusion des avis d'appel public à concurrence selon la procédure adoptée ;
- participation à l'optimisation des achats (négociation, plan d'actions achats, sourcing achats…) ;
- participation à la rédaction des guides de procédures visant à la sécurisation des processus ;
- contrôle des rapports d'analyse des offres ;
- organisation et tenue des commissions internes des marchés ;
- constitution des dossiers pour le contrôleur budgétaire de l'établissement ;
- notification des marchés ;

- gestion des avenants ;
- réalisation des engagements dans le logiciel GBCP ;
- archivage périodique.

Il peut être sollicité pour concourir aux activités budgétaires du service.
Par ailleurs, il peut être mobilisé à titre de renfort ponctuel (pic d'activité, absences…) dans le cadre de l'activité des autres services du secrétariat général, en particulier le service des affaires financières en charge de la liquidation des factures. A ce titre, il peut être amené acquérir et maintenir les compétences nécessaires.

Ces activités s'inscrivent dans l'organisation et le fonctionnement actuel du service. Elles sont ainsi susceptibles de faire l'objet d'une évolution ultérieure ou d'un ajustement dans le cadre des missions du secrétariat général.

Relations hiérarchiques et fonctionnelles

Le rédacteur marchés publics est placé sous l'autorité hiérarchique du responsable du service budget et commande publique et l'autorité fonctionnelle du responsable de la commande publique. Il est en relation fonctionnelle avec les délégations de rivages et les services centraux de l'établissement.
En externe, il est en relation avec le contrôle budgétaire, la Direction des achats de l'Etat et les prestataires de services et de travaux.

Profil et compétences requises

- Connaissances de la réglementation des marchés publics et de la comptabilité publique souhaitées ;
- Compétences d'acheteur public appréciées, notamment dans la démarche de plan d'actions achats ;
- Capacités d'organisation, de rigueur et de méthode requises ;
- Qualités relationnelles et sens du travail en équipe requises ;
- Maîtrise de l'outil informatique souhaitée (Excel, Word, Win-M9, PLACE, SIS-M@rchés ou ORME apprécié).

Caractéristiques du poste

Poste à temps complet ouvert à des agents de catégorie B ou C expérimentés et accessible uniquement :
- aux fonctionnaires en détachement (contrat de détachement de 3 ans) ;
- aux agents contractuels en CDI déjà en poste au Conservatoire du littoral ou dans un établissement relevant du quasi-statut (décret n°2016-1697).

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est à pourvoir **dès que possible.**
Il est localisé à Rochefort (17).

Renseignements et dépôts des candidatures

Les dossiers de candidature (CV+ lettre de motivation + dernier arrêté de situation administrative pour les agents fonctionnaires) sont à faire parvenir au plus tard **le 10 novembre 2018** :

Soit par courrier à :
Madame la directrice du Conservatoire du littoral
Corderie Royale - CS 10137 - 17306 Rochefort cedex
Tél. 05 46 84 72 50

Soit en ligne :
http://www.conservatoire-du-littoral.fr// – rubrique offres d'emploi

Renseignements sur le poste

Emmanuelle TERNY, responsable du SRH e.terny@conservatoire-du-littoral.fr
Valérie PANZA, adjointe de la responsable du SRH v.panza@conservatoire-du-littoral.fr
(pas de dépôt de candidature à ces adresses)

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent en CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A
Fonction :	Chef adjoint du service Production et valorisation des connaissances (h/f)
Affectation :	Direction régionale Nouvelle-Aquitaine Service production et valorisation des connaissances
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du chef de service de production et valorisation des connaissances
Résidence administrative :	Bordeaux (ou Poitiers)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une mission communication et d'un secrétariat général.

La direction régionale Nouvelle-Aquitaine de l'AFB compte 96 agents et couvre 12 départements dont quatre littoraux. Avec 6 agents répartis sur les sites de Bordeaux et de Poitiers, le service « production et valorisation des connaissances » de la DR Nouvelle Aquitaine contribue à la conception et à la mise en œuvre de systèmes d'observation et d'évaluation. Il participe ainsi en lien avec les partenaires locaux et nationaux à la production de données fiables et partagées ainsi qu'à leur diffusion et à leur valorisation.

Description du poste :

Mission :

- Contribuer à l'encadrement, l'animation et l'organisation du service pour la production et la valorisation des connaissances relatives à l'état et au fonctionnement des écosystèmes et à la préservation de la biodiversité

- Valoriser les données en interne et en externe, notamment auprès des acteurs chargés de la mise en œuvre des politiques publiques (Etat et collectivités)

Activités principales :

1. Adjoint au chef de service - management
Seconder le chef de service sur l'ensemble de ses missions et notamment :
- Assurer son intérim en cas d'absence.
- Assurer le pilotage, l'animation et le suivi des activités sur la partie Nord de la Nouvelle Aquitaine.
- Superviser les activités des personnels « connaissance » de Poitiers et assurer leur évaluation.
- Mettre en œuvre les orientations stratégiques de l'établissement en matière de connaissances dans le cadre de la programmation d'activité de la direction régionale.

2. Production et valorisation des données
- Encadrer au plan opérationnel l'ensemble des activités techniques sur la partie Nord de la Nouvelle Aquitaine.
- Coordonner la production de données en application des protocoles de l'Etablissement notamment en application de la Directive Cadre sur l'Eau sur la partie Nord de la DR.
- Contribuer à la valorisation des connaissances en appui à l'action des services de la direction notamment sur les thématiques hydromorphologies, continuité et suivi quantitatif et en lien avec le fonctionnement des milieux aquatiques.
- Contribuer aux expérimentations et à l'élaboration de nouveaux protocoles au niveau régional et national.
- Développer des collaborations avec les partenaires régionaux et départementaux en matière d'acquisition et de la valorisation des données.

3. Appui à la coordination de bassin Loire-Bretagne
- Répondre aux sollicitations de la direction de bassin pour la collecte, la diffusion et la valorisation des données.
- Contribuer à l'élaboration et participer à la mise en œuvre du programme de surveillance en appui à la DR de bassin Loire Bretagne.
- Contribuer à la préparation et le cas échéant participer aux activités des secrétariats techniques de bassin en appui des DR coordonnatrices.

4. Développement des compétences
- Contribuer à la définition du plan de formation des agents de la DR.
- Contribuer à l'organisation des formations à l'échelon de la Direction et à leur mise en œuvre.
- Suivre des actions scientifiques et techniques dans le domaine de la caractérisation des pressions et évaluation des impacts notamment dans le domaine de l'hydromorphologie.

Relations liées au poste

Relations internes :
- Directions métiers et services rattachés (pôles études et recherches, antennes de façades, parcs naturels marins)
- Directions (inter)régionales, en particulier coordonnatrices des bassins Loire- Bretagne
- Direction et services de la DR
- Réseau des chefs de services, ingénieurs et techniciens connaissances

Relations externes :
- Services et opérateurs de l'Etat, Agences de l'eau, collectivités territoriales, autres établissements publics
- Chambres consulaires, associations, gestionnaires d'espaces protégées
- Universités, organismes de recherche
- Bureaux d'études, prestataires
- Médias

Profil recherché

Fonctionnaire de catégorie A expérimenté ou agent en CDI régi par le quasi-statut.

Compétences et qualités requises

Connaissances :
- Solides connaissances en écologie des milieux aquatiques et hydromorphologie
- Connaissance des acteurs et des systèmes d'informations eau, nature et paysage et biodiversité en construction
- Connaissance de l'évaluation et du rapportage de documents stratégiques
- Connaissances en communication/valorisation de données et projets

- Connaissances des outils d'analyse de données et de SIG

Savoir-faire opérationnel :
- Manager une équipe
- Représenter l'Etablissement
- Conduire un projet et mobiliser une équipe
- Animer un réseau
- Travailler en mode projet

Savoir-être professionnel :
- Autonomie, esprit d'initiative
- Capacité organisationnelle
- Sens des relations publiques et de la communication
- Qualités relationnelles et rédactionnelles

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DRNA/IPVC/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

Si vous souhaitez des renseignements sur le poste, vous pouvez contacter Emilie BREUGNOT, Chef du service Production et Valorisation des Connaissances (emilie.breugnot@afbiodiversite.fr / 05.56.13.34.10)

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 30/11/2018

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent en CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A/A+
Fonction :	**Chef du service communication numérique et multimédia (h/f)**
Affectation :	Direction de la communication et de la mobilisation citoyenne
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité de la Directrice
Résidence administrative :	Montpellier (34)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une mission communication et d'un secrétariat général.

La direction de la communication et de la mobilisation citoyenne (DICOMOB) est composée de quatre services et de deux missions : le service de communication générale, le service de communication dans les territoires, le service de la mobilisation citoyenne et le service de la communication numérique et multimedia, une mission communication sur les milieux marins et une mission communication interne.
La DICOMOB propose, conçoit et met en œuvre la stratégie de communication interne et externe ainsi que la stratégie de mobilisation citoyenne.

L'AFB a engagé ou projette de lancer plusieurs « chantiers » structurants et stratégiques qui concernent des projets numériques transversaux : élaboration d'un projet d'établissement dont beaucoup de solutions reposent sur le numérique, élaboration d'un schéma directeur des systèmes d'information 2019-2023, projet d'un réseau social d'établissement (RSE), construction d'un écosystème digital qui couvre l'intégration des principaux sites web institutionnels et techniques des ex établissements (ONEMA, ATEN, Aires-Marines) ainsi que les liens avec les autres sites web de l'agence (EauFrance, NatureFrance, Centres de ressources, parcs naturels marins, parcs nationaux…).

La construction de cet écosystème digital AFB (qui refondra également le site actuel www.afbiodiversite.fr) est en cours d'élaboration avec la conduite d'une AMOA puis le lancement d'un

marché de maîtrise d'oeuvre pour l'ouverture d'un nouveau site en 2020. Le développement d'une stratégie de présence sur les réseaux sociaux est à concevoir et piloter,

Outre le poste de chef de service, le service de la communication numérique et multimédia comprend deux chefs de projet digitaux, une documentaliste audiovisuel, un webmaster, un infographiste ainsi qu'un développeur mis à disposition du département des systèmes d'information.

Le service de la communication digitale est installé sur deux sites : Montpellier et Brest. De ce fait, le chef de service sera amené à se déplacer régulièrement sur le site de Brest.

Description du poste :

Mission :

Le responsable du service de la communication numérique et multimédia définit, pilote et met en œuvre la stratégie de communication numérique et multimédia en lien avec la politique de communication globale de l'Agence. Il assure l'encadrement, l'organisation et la gestion de l'équipe rattachée à ce service.

Activités principales :

- Assurer l'encadrement de l'équipe implantée à Montpellier et Brest;
- Participer à la définition et à la mise en œuvre de la stratégie digitale de l'AFB et de son écosystème ;
- Participer à l'élaboration de la stratégie de communication et de mobilisation citoyenne en particulier dans le cadre du plan annuel de communication ;
- Proposer et piloter la politique de communication digitale portée par la DICOMOB ;
- Proposer la définition et la mise en œuvre de la politique éditoriale de la communication digitale et de son environnement graphique ;
- Assurer la bonne réalisation des projets digitaux ;
- Apporter un appui et conseil à l'ensemble des projets numériques développés par la DICOMOB et des autres directions ;
- Superviser et suivre le projet de médiathèque et la stratégie iconographique de l'établissement ;
- Assurer une veille technologique d'e-reputation.

Relations liées au poste

Relations internes :
• Direction générale ;
• Autres services de la direction de la communication et de la mobilisation citoyenne ;
• Ensemble des directions métiers ;
• Secrétariat général, dont notamment le département des systèmes d'information.

Relations externes :
• Prestataires ;
• Ministère chargé de l'écologie.

Profil recherché

Fonctionnaire de catégorie A/A+, confirmé en communication avec une maîtrise des systèmes d'information et des nouvelles technologies, ayant occupé des fonctions similaires et conduit des projets numériques comparables.

Compétences et qualités requises

Connaissances :
• Connaissance approfondie des usages, des tendances, des techniques et outils d'information-communication sur le web et mobile ;
• Connaissance approfondie en webmarketing, acquisition de trafic et outils de mesure d'audience ;
• Connaissance approfondie du Social Media ;
• Connaissance des métiers de la communication et des systèmes d'information ;
• Connaissance des marchés publics.

Savoir-faire opérationnel :
• Capacité de management et d'animation d'équipe, en particulier sur deux sites géographiques distants;
• Expérience de gestion de projet web d'envergure ;
• Bonne pratique des réseaux sociaux ;
• Bonne pratique rédactionnelle ;
• Expérience de la communication sous ses différentes modalités (écriture web, plan de communication...) ;
• Capacité à concevoir et mettre en place des stratégies.

Savoir-être professionnel :
• Force de proposition ;
• Esprit d'équipe, qualités relationnelles et capacité d'écoute ;
• Rigueur et organisation ;
• Capacité de décision ;
• Enthousiasme et dynamisme.

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DICOMOB/CSCOM/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 12 novembre 2018

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent en CDI régi par le quasi-statut

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Chargé de mission Compensation et biodiversité (h/f)**
Affectation :	Direction Générale déléguée Actions territoriales - Direction du Contrôle des Usages - Département Appui technique, Pôle de Référence
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du Chef de département Appui technique
Résidence administrative :	Vincennes (94)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :

L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une mission communication et d'un secrétariat général.

Au sein de la Direction du Contrôle des Usages, le Département Appui technique a en charge l'animation et la coordination de l'appui technique et expertise aux services de l'État, aux collectivités territoriales et aux établissements publics chargés de la gestion de l'eau, de la biodiversité et des espaces naturels dans la mise en œuvre des politiques publiques.

Description du poste

Mission :

Placé dans le pôle de « Référence » du Département Appui technique. Ce pôle de « Référence» a pour mission d'élaborer la mise en œuvre opérationnelle des stratégies nationales et des orientations de gestion, notamment en matière de restauration des habitats, des restaurations d'espèces et des continuités écologiques.

- Participer à la pré-identification des sites potentiels de compensation des atteintes à la biodiversité, et apporter un appui méthodologique au suivi des mesures de compensation.

- Réaliser des expertises techniques sur les dossiers particuliers relatifs à compensation ou la restauration des milieux aquatiques.

- Apporter aussi son concours au pôle d'Ingénierie d'appui technique du Département « Appui technique ».

Activités principales :

1. Compensation écologique :

• Procéder à l'inventaire national des sites potentiels de compensation des atteintes à la biodiversité : participation à la définition d'éléments de cadrage nationaux ; définition des outils nécessaires ; réalisation des notes de méthodes et suivi de la mise en place des inventaires

• Apporter une expertise technique ou apporter une aide à l'expertise des mesures de compensation proposées par les maîtres d'ouvrages et relatifs à des projets de niveau national, en lien avec les services territoriaux de l'AFB ou les services de l'Etat concernés (CGDD, DEAL, DREAL, DDT-M) ; analyser la pertinence des méthodes de dimensionnement utilisées ; vérifier l'éligibilité des sites proposés au cas par cas (gestion conservatoire, restauration, création)

• Suivre les mesures de compensation : participation au développement de protocoles et d'outils nécessaires au suivi/contrôle ; appui à la réalisation de GeoMCE (maîtres d'ouvrage : CGDD et AFB)

• Apporter un appui technique auprès du MTES dans certains groupes de travail et comités nationaux en liaison avec le Chef de projet « ERC » du Pôle d'Ingénierie d'Appui Technique, relatifs à la compensation des atteintes à la biodiversité (Comité de pilotage CGDD-AFB sur les méthodes de dimensionnement des compensations, Sites Naturels de Compensation)

• Capitaliser les retours d'expériences et valoriser les solutions techniques destinées à optimiser la mise en œuvre opérationnelle des opérations de compensation des atteintes à la biodiversité

• Participer aux GT « mesures de compensation » dans le domaine des milieux terrestres et marins

• Contribuer aux formations sur « ERC » ou sur la « compensation des atteintes à la biodiversité »

2. Biodiversité

• Apporter un appui technique pour la séquence Eviter-Réduire-Compenser (ERC) appliquée au domaine terrestre en liaison avec le Chef de projet « ERC » du Pôle d'Ingénierie d'Appui Technique

• Animer des groupes thématiques en tant que de besoin

3. Restauration hydromorphologique

• Participer au réseau de référents AFB « restauration hydromorphologique »

• Capitaliser les retours d'expérience d'opérations de restauration de milieux naturels réalisées dans le cadre de mesures de compensation.

En interne :

(Services territoriaux de l'AFB et services instructeurs de l'Etat)

1. Rédiger des guides méthodologiques

2. Contribuer à l'animation des réseaux de référents « Appui technique – ERC » et « Aménagements, Infrastructures et Travaux en milieux aquatiques et humides » de l'AFB, en lien avec le Chef de département « Appui technique », le chef du PIAT et le chef de projet « ERC »

3. Contribuer aux formations continues sur ERC (AFB, MTES-CVRH) en lien avec la DREC/Département Professionnalisation

En externe :

1. Co-rédiger au sein de la Direction du Contrôle des Usages de guides et de notes techniques et contribuer au contenu du portail WEB ERC de l'AFB

2. Participer à la réalisation de guides et de fiches techniques en lien avec l'application PATBiodiv

3. Organiser des séminaires à l'attention des maîtres d'ouvrages, des maîtres d'œuvre et des entreprises en charge de la mise en œuvre des mesures de compensation

Relations liées au poste

Relations internes

- Directeur du Contrôle des Usages
- Chef du Département Appui Technique
- Chef du Département Contrôle
- Directeur du pôle éco-hydraulique
- DREDC/ Département Centres de ressource et Département Professionnalisation
- Services territoriaux de l'AFB : Directeurs régionaux et interrégionaux de l'AFB, responsables de services en DR et DIR AFB, Chefs et agents des services départementaux de l'AFB, des Parcs Naturels Marins et des Antennes de Façade
- Référents thématiques des services territoriaux

Relations externes

- Services de l'Etat : Direction de l'eau et de la biodiversité, DDT-M, DEAL, DREAL
- Etablissement publics ou semi-publics : CEREMA, Agences de l'eau, CDC Biodiversité
- Maîtres d'ouvrages et bureaux d'étude publics ou privés (ingénieurs et techniciens de collectivités locales, ASF, VINCI…)

Profil recherché

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent en CDI régi par le quasi-statut

Compétences et qualités requises

Connaissances :

- Connaissance de l'environnement juridique et réglementaire dans les domaines biodiversité, eau et mer
- Bonne connaissance des acteurs et de l'organisation institutionnelle de la sphère environnementale
- Connaissance relative à la restauration des milieux naturels
- Connaissances en biologie et écologie
- Connaissance des enjeux attachés à la préservation des milieux naturels
- Expérience souhaitée en lien avec la compensation écologique

Savoir-faire opérationnel

- Organisation, encadrement et animation d'équipe
- Maîtrise des techniques de négociation, de conduite d'entretien et de réunion
- Maîtrise de l'utilisation des outils informatiques
- Capacité de rédaction de documents (fiches de synthèse, rapports, guides) et éventuellement d'avis techniques
- Capacité à conduire des projets transversaux et à mettre en place une méthodologie adaptée

Savoir-être professionnel

- Qualités d'écoute et capacités pédagogiques
- Capacité à animer des réunions et à prendre la parole en public
- Capacité à animer des réseaux
- Rigueur et sens de l'organisation
- Savoir travailler en équipe
- Aptitudes rédactionnelles et relationnelles.
- Bonne capacité d'organisation et sens des priorités
- Capacité à communiquer, créativité et esprit d'initiative.
- Forte réactivité.

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DCU/CDCB/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 12 novembre 2018

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent en CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A/A+
Fonction :	**Chargé de mission coordination R&D milieu marin (h/f)**
Affectation :	Département Recherche, Développement et Innovation au sein de la Direction Recherche, Expertise et développement des Compétences (DREC)
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du chef de département Recherche, Développement et Innovation
Résidence administrative :	Brest ou Vincennes
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.
Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.
Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une mission communication et d'un secrétariat général.

Le poste proposé est positionné au sein de la Direction de la Recherche de l'Expertise et du développement des Compétences (DREC) dans le département Recherche Développement Innovation (RDI).

Le département RDI élabore et soutient des programmes de recherche qui accompagnent la mise en œuvre des politiques publiques sur l'eau et la biodiversité. Il s'appuie pour cela sur une stratégie définie en concertation avec les entités concernées de l'AFB et les acteurs que le département appuie. Il contribue également à la valorisation des résultats des actions de recherche auprès des gestionnaires concernés.

L'AFB développe et soutient des actions de recherche sur le milieu marin dans plusieurs de ses entités : le département RDI, le département milieu marin, la direction des parcs naturels marins, parcs nationaux et territoires ou encore l'Unité mixte de Service Patrinat (unité CNRS/AFB/MNHN). Des réseaux thématiques inter-entités sont en place pour faire émerger les besoins de R&D, échanger les informations sur les actions en cours et les résultats obtenus. Une feuille de route « recherche sur le milieu marin et littoral » est en cours de finalisation pour identifier des axes de travail et les priorités pour les prochaines années. Ces axes concernent le développement de connaissances pour l'application des politiques publiques (conventions de mer régionales, DCE, DCSMM, DHFF, DO…), les outils opérationnels pour la surveillance et l'amélioration de la gestion du milieu marin, et ce dans un contexte où l'AFB a pour priorité d'optimiser la cohérence dans la mise en œuvre de ces politiques publiques.

Description du poste :

Mission :
Le chargé de mission « coordination R&D milieu marin » a pour vocation de travailler en transversal avec les entités concernées par la R&D pour contribuer à la mise en œuvre de la feuille de route recherche sur le milieu marin et littoral, à travers des activités de coordination et des activités de programmation, de suivi et de valorisation d'actions de recherche sur sa thématique d'expertise. Ce travail se fera en complémentarité avec les autres chargés de mission du département RDI notamment le chargé de mission « littoral ».

Les missions se déclinent en quatre volets :
- Coordonner et animer la mise en œuvre des orientations stratégiques de l'AFB concernant la recherche sur le milieu marin ;
- Programmer, suivre et diffuser des actions scientifiques et techniques au travers de partenariats sur une thématique d'expertise ;
- Contribuer à la valorisation et au transfert des savoirs scientifiques et techniques auprès des acteurs concernés ;
- Contribuer aux activités d'expertise de l'AFB.

Activités principales :

Coordination et animation de la mise en œuvre des orientations stratégiques concernant la recherche sur le milieu marin :
- Contribuer à la cohérence des actions de R&D menées en interne AFB grâce au suivi d'un tableau de bord des actions R&D de l'établissement et en faisant vivre la feuille de route R&D milieu marin co-construite avec les autres entités (i.e. faire des points réguliers sur sa mise en œuvre et la faire évoluer) ;
- Proposer et porter des « principes » communs pour le développement et le soutien aux projets de recherche notamment en termes d'évaluation et de valorisation ;
- Renforcer la mutualisation des actions de recherche, notamment celles menées dans les parcs naturels marins, en lien avec les réseaux ;
- Organiser des échanges scientifiques et techniques sur les nouveaux sujets à investiguer à partir d'une veille scientifique et de l'écoute des besoins (internes et externes à l'AFB en particulier département milieu marin, UMS Patrinat et parcs naturels marins).

Programmation, suivi et diffusion d'actions scientifiques au travers de partenariats relevant de son propre domaine de compétences :
- Définir, dans le cadre de son domaine de compétences, des appels à propositions de recherche ;
- Coordonner la programmation pluriannuelle et annuelle des actions menées en partenariat dans ce domaine ;
- Contribuer au montage et au suivi des partenariats avec la mission partenariat ;
- Suivre et diffuser les productions ainsi soutenues.

Le domaine de compétence dépendra du profil de la personne retenue. Différentes thématiques d'expertise autour de la gestion du milieu marin peuvent être envisagées.

Valorisation et transfert des savoirs scientifiques et techniques :
- Contribuer à la rédaction de publications dans les collections de la DREC avec la mission valorisation ;
- Mener des actions de transfert (animation de réseaux de référents, pages web thématiques, séminaires, journées techniques…) en lien avec le département centre de ressources ;
- Contribuer aux formations techniques dans le domaine en lien avec le département formation.

Activités d'expertise de l'AFB :
- Représenter l'AFB dans les instances nationales (groupes de travail, instances scientifiques, comités d'expertise) et y apporter un appui technique et méthodologique dans son domaine de compétence ;
- Apporter un appui scientifique et technique dans son domaine de compétence sur les méthodes et outils déployés à l'AFB notamment dans les Parcs Naturels Marins ;
- Veille scientifique, participation à des séminaires ;
- Participation aux instances de coordination interne sur le milieu marin en tant qu'expert scientifique.

Relations liées au poste

Relations internes :
- Chargés de mission de la DREC (des 3 départements) impliqués dans le thème ;
- Mission valorisation de la DREC ;
- Mission partenariat de la DREC ;
- DAPP/DMM ;

- DAPP/UMS ;
- DTP/service des PNM et PNM ;
- DAPP/DSOD et DAPP/DSNEI ;
- Délégation Communication et Mobilisation Citoyenne.

Relations externes :
- Correspondants scientifiques et techniques des établissements de recherche partenaires, des groupements d'intérêt scientifique dédiés ;
- Ministère chargé de l'écologie et de la mer, services techniques des collectivités, DREAL, ONG, socio-professionnels concernés par le milieu marin ;
- Bureaux d'études, entreprises et pôles de compétitivité.

Profil recherché

Fonctionnaire de catégorie A/A+ ou un agent en CDI régi par le quasi-statut, de formation initiale doctorat et/ou expérience significative dans une activité de recherche.

Compétences et qualités requises

Connaissances :
- Compétences scientifiques reconnues en écologie marine ; interdisciplinarité appréciée avec une (ou plusieurs) thématiques d'expertise en lien avec la gestion du milieu marin (par exemple utilisation de la télédétection, des statistiques, de la modélisation, ou questions autour de l'écologie spatiale et de la notion de connectivité…) ;
- Connaissance de la réglementation et des politiques de gestion du milieu marin, expérience dans un établissement de gestion appréciée ;
- Connaissance des acteurs de la recherche et des acteurs de la politique de la mer et de la biodiversité marine.

Savoir-faire opérationnel :
- Planifier et organiser des réflexions collectives (réunions, séminaires) ;
- Contribuer à monter des projets et des partenariats complexes ;
- Contribuer à la rédaction ou l'amélioration de documents ;
- Synthétiser et communiquer auprès de différents publics ;
- Travailler en anglais à l'écrit et à l'oral.

Savoir-être professionnel :
- Forte capacité d'organisation et sens des priorités ;
- Capacité à communiquer, créativité et esprit d'initiative ;
- Forte autonomie ;
- Disponibilité et sens de l'écoute, de la négociation.

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DREC/RD/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 15/11/2018

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent en CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A/B
Fonction :	**Administrateur systèmes et réseaux (h/f)**
Affectation :	Département systèmes d'information – Pôle Réseau
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du Chef de pôle
Résidence administrative :	Pérols (34)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une mission communication et d'un secrétariat général.

Au sein du Département des systèmes d'information, le pôle réseau assure le maintien en conditions opérationnelles des applications, services et équipements collectifs (systèmes, réseaux, télécoms…) et la sécurité.

Description du poste :

Mission :

- Garantir le bon fonctionnement de l'infrastructure (serveurs, réseau, sécurité) et des services de l'environnement informatique de l'établissement ;
- Veiller à la cohérence, à l'accessibilité et à la sécurité des informations ;
- Offrir un réseau informatique de qualité et maintenir en conditions opérationnelles l'ensemble des systèmes informatiques collectifs (réseaux, serveurs, téléphonie fixe, visioconférence).

Activités principales :

Installation, gestion et exploitation des systèmes :

- Installer et paramétrer les serveurs, en particulier les logiciels libres (GNU/Linux, Apache, Nginx, PHP, MySQL, PostgreSQL, etc.) mais aussi tous les environnements Microsoft ;
- Assurer l'adaptation et la maintenance des systèmes d'exploitation en particulier GNU/Linux ;
- Gérer les serveurs d'applications et de données (Apache, Nginx, PHP, MySQL, PostgreSQL, etc.) ;
- Gérer les sauvegardes et les restaurations ;
- Optimiser les paramétrages des systèmes, serveurs, BBD ;
- Participer à l'évolution de l'architecture informatique ;
- Changer les versions de systèmes et de bases de données ;
- Écrire des procédures et des règles d'utilisation.

Contrôle de l'intégrité des données :

- Contrôler la sécurité et la confidentialité des données, des systèmes et la confidentialité des accès ;
- Utiliser des outils de surveillance, de contrôle et d'analyse de performance des systèmes de bases de données ;
- Contrôler la sécurité des systèmes et la confidentialité des accès ;
- Vérifier les procédures de sauvegarde, restauration et la confidentialité des accès ;
- Analyser les performances des bases de données et des serveurs.

Gestion des demandes et incidents :

- Résoudre et suivre les incidents de niveau 2 via un outil de ticketing (GLPI) ;
- Répondre aux demandes systèmes des utilisateurs (nouvelles configurations, nouveaux droits, etc.) ;
- Participer à la résolution de problèmes transversaux.

Gestion des contrats de maintenance matériel et logiciel :

- Apprécier la conformité des prestations au regard du cahier des charges et des prescriptions techniques ;
- Suivre les prestations externes (suivi technique, transfert de compétences, rédaction de documentation) ;
- Négocier avec les entreprises et prestataires de services si nécessaire et établir les avenants de travaux ;
- Passer des commandes de matériel, de logiciels et de prestations de services ;
- Identifier et planifier les besoins ;
- Participer aux procédures des marchés publics ;
- Participer à la rédaction de cahiers des charges techniques.

Relations liées au poste

Relations internes :
- Direction Métiers
- Tout agent AFB

Relations externes :
- Opérateurs de l'AFB
- Prestataires

Profil recherché

Fonctionnaire de catégorie A ou B, de niveau minimum Bac+2 et justifiant de 3 ans d'expérience dans l'administration de réseaux et interconnexion de sites et la gestion de la sécurité des accès et des données.

La connaissance des marchés publics et des appels d'offres est un plus.

Compétences et qualités requises

Connaissances :
• Linux, Environnements Microsoft Windows server et Windows 7, 10 ;
• Administration de réseaux et interconnexion de sites ;
• Gestion de la sécurité des accès et des données (parefeu, proxy,AD) ;
• Gestion du parc informatique (OCS inventory et GLPI) ;
• Connaissance des marchés publics et des appels d'offres.

Savoir-faire opérationnel :
• Grande rigueur professionnelle et réactivité ;
• Savoir analyser le dysfonctionnement du SI ;
• Savoir assurer la qualité de service ;
• Savoir gérer la sécurité informatique ;
• Savoir gérer un plan d'action ;
• Savoir travailler en équipe et/ou en réseau ;
• Savoir gérer un parc de matériels informatiques ;
• Savoir organiser et anticiper.

Savoir-être professionnel :
• Aptitude au travail en équipe ;
• Qualités relationnelles.

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DSI/PEROLS/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 15/11/2018

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent en CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A/B
Fonction :	**Administrateur systèmes et réseaux (h/f)**
Affectation :	Département systèmes d'information – Pôle Réseau
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du Chef de pôle
Résidence administrative :	Vincennes (94)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une mission communication et d'un secrétariat général.

Au sein du Département des systèmes d'information, le pôle réseau assure le maintien en conditions opérationnelles des applications, services et équipements collectifs (systèmes, réseaux, télécoms…) et la sécurité.

Description du poste :

Mission :

- Garantir le bon fonctionnement de l'infrastructure (serveurs, réseau, sécurité) et des services de l'environnement informatique de l'établissement ;
- Veiller à la cohérence, à l'accessibilité et à la sécurité des informations ;
- Offrir un réseau informatique de qualité et maintenir en conditions opérationnelles l'ensemble des systèmes informatiques collectifs (réseaux, serveurs, téléphonie fixe, visioconférence).

Activités principales :

Installation, gestion et exploitation des systèmes :

- Installer et paramétrer les serveurs, en particulier les logiciels libres (GNU/Linux, Apache, Nginx, PHP, MySQL, PostgreSQL, etc.) mais aussi tous les environnements Microsoft ;
- Assurer l'adaptation et la maintenance des systèmes d'exploitation en particulier GNU/Linux ;
- Gérer les serveurs d'applications et de données (Apache, Nginx, PHP, MySQL, PostgreSQL, etc.) ;
- Gérer les sauvegardes et les restaurations ;
- Optimiser les paramétrages des systèmes, serveurs, BBD ;
- Participer à l'évolution de l'architecture informatique ;
- Changer les versions de systèmes et de bases de données ;
- Écrire des procédures et des règles d'utilisation.

Contrôle de l'intégrité des données :

- Contrôler la sécurité et la confidentialité des données, des systèmes et la confidentialité des accès ;
- Utiliser des outils de surveillance, de contrôle et d'analyse de performance des systèmes de bases de données ;
- Contrôler la sécurité des systèmes et la confidentialité des accès ;
- Vérifier les procédures de sauvegarde, restauration et la confidentialité des accès ;
- Analyser les performances des bases de données et des serveurs.

Gestion des demandes et incidents :

- Résoudre et suivre les incidents de niveau 2 via un outil de ticketing (GLPI) ;
- Répondre aux demandes systèmes des utilisateurs (nouvelles configurations, nouveaux droits, etc.) ;
- Participer à la résolution de problèmes transversaux.

Gestion des contrats de maintenance matériel et logiciel :

- Apprécier la conformité des prestations au regard du cahier des charges et des prescriptions techniques ;
- Suivre les prestations externes (suivi technique, transfert de compétences, rédaction de documentation) ;
- Négocier avec les entreprises et prestataires de services si nécessaire et établir les avenants de travaux ;
- Passer des commandes de matériel, de logiciels et de prestations de services ;
- Identifier et planifier les besoins ;
- Participer aux procédures des marchés publics ;
- Participer à la rédaction de cahiers des charges techniques.

Relations liées au poste

Relations internes :
- Direction Métiers
- Tout agent AFB

Relations externes :
- Opérateurs de l'AFB
- Prestataires

Profil recherché

Fonctionnaire de catégorie A ou B, de niveau minimum Bac+2 et justifiant de 3 ans d'expérience dans l'administration de réseaux et interconnexion de sites et la gestion de la sécurité des accès et des données.

La connaissance des marchés publics et des appels d'offres est un plus.

Compétences et qualités requises

Connaissances :
• Linux, Environnements Microsoft Windows server et Windows 7, 10 ;
• Administration de réseaux et interconnexion de sites ;
• Gestion de la sécurité des accès et des données (parefeu, proxy,AD) ;
• Gestion du parc informatique (OCS inventory et GLPI) ;
• Connaissance des marchés publics et des appels d'offres.

Savoir-faire opérationnel :
• Grande rigueur professionnelle et réactivité ;
• Savoir analyser le dysfonctionnement du SI ;
• Savoir assurer la qualité de service ;
• Savoir gérer la sécurité informatique ;
• Savoir gérer un plan d'action ;
• Savoir travailler en équipe et/ou en réseau ;
• Savoir gérer un parc de matériels informatiques ;
• Savoir organiser et anticiper.

Savoir-être professionnel :
• Aptitude au travail en équipe ;
• Qualités relationnelles.

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DSI/VINCENNES/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 15/11/2018

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Webmestre (h/f)**
Affectation :	**DAPP/UMS 2006 PatriNat**
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du directeur adjoint « centre de données »
Résidence administrative :	*Paris, MNHN, site du Jardin des plantes* (75)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

Description du poste

Mission :

Le titulaire du poste a pour principales missions
- Coordonner les contenus éditoriaux, l'ergonomie/navigation et design des plateformes web nationales de diffusion des données de biodiversité (principalement l'INPN et la partie SINP du site Nature France)
- Assurer une veille et une animation à l'égard des plateformes web régionales de diffusion des données de biodiversité
- Organiser la consultation des utilisateurs et partenaires pour améliorer l'adéquation contenu/modalité de diffusion et attentes des usagers
- Réaliser l'intégration et les mises à jour des plateformes web dont l'UMS a la charge dont la suite applicative de l'INPN et la partie SINP du site Nature France
- Animer / informer la communauté des utilisateurs et participer à la communication / pilotage du SINP et du SIB.

Activités principales :

Coordonner les contenus éditoriaux et l'ergonomie des plateformes web nationales de diffusion des données de biodiversité

- Assurer la cohérence globale du site de l'INPN et la partie SINP du site Nature France: organisationnel / ergonomique / graphique
- Rédiger ou coordonner les contenus éditoriaux en lien avec des chefs de projets ou partenaires (news, pages projet, chiffres clefs, graphiques…)
- Veiller à la pertinence des contenus
- Proposer et /ou mettre en œuvre des évolutions de l'ergonomie/navigation
- Assistance technique/méthodologique aux chefs de projet

Assurer une veille et une animation à l'égard des plateformes web régionales de diffusion des données de biodiversité

- Animer le réseau des webmestres des plateformes régionales ou thématiques du SINP et leur documentation sur NatureFrance

Organiser la consultation des utilisateurs/partenaires
- Organisation et suivi des réunions d'un comité éditorial et d'ateliers thématiques
- Analyser et suivre la mise en œuvre des orientations de ces instances.
- Réaliser des enquêtes de « satisfaction » et « profil utilisateur »
- Réaliser des synthèses à partir d'outils de monitoring (google Analytics, awstats) et proposer des pistes d'amélioration sur la base de leurs analyses

Réaliser l'intégration et la mise à jour sur la suite applicative de l'INPN (sous environnement Java/php) (Sous la responsabilité fonctionnelle du chef d'équipe « applications informatiques »)
- Création de pages web responsive dans le respect des normes techniques (W3C, etc.)
- Intégration de contenu (textes, illustrations, dataviz, vidéos…)
- Intégration et optimisation de contenus dynamiques côté client (Javascript / JQuery)
- Analyse prospective sur les technologies/évolutions nécessaires aux missions

Animer / informer la communauté des utilisateurs et participer à la communication / pilotage national du SINP

- Réalisation des lettres d'information mensuelles et analyse/suivi des campagnes de la plateforme nationale
- Co-animation des réseaux sociaux (INPN/SINP)
- Conception et réalisation d'éléments graphiques.
- Participation à la réalisation de revue de presse (INPN)

Contribuer aux projets de développement d'outils qui sont en interaction avec le grand public (INPN espèces…) et à la définition des services de diffusion du SIB Cette liste d'activité n'est pas exhaustive. L'agent pourra réaliser d'autres tâches confiées par son responsable, autour des sujets « front office » des outils du service et intervenir sur d'autres portails relatifs à la biodiversité

Relations liées au poste

Relations internes
- UMS PatriNat (autres Pôles), Services de l'AFB, Services du MNHN

Relations externes
- Ministère de l'écologie (MTES, DREAL), acteurs de la biodiversité, usagers du site de l'INPN

Profil recherché

Expérience significative dans un emploi similaire

Compétences et qualités requises

Connaissances :

- Très bonne connaissance du sujet "biodiversité" et du réseau des acteurs naturalistes
- Connaissance de méthodologies de webmastering et webdesign
- Connaissance des techniques/méthodes d'animation des réseaux sociaux
- Connaissance des concepts de base de données et du fonctionnement des SGBD relationnels.

Savoir-faire opérationnel

- Capacité de synthèse et qualité rédactionnelle
- Maîtrise de l'orthographe, de la grammaire et de la langue française
- Maîtrise des outils de DAO et retouche d'image (Photoshop, Illustrator…).
- Maîtrise de la conception et maquettage graphique pour de l'information technique
- Maîtrise du CSS, XHTML, JavaScript / JQuery, Bootstrap, JSTL, Python
- Maîtrise d'outils de dataviz (ex : Plotly),
- Connaissance du model MVC
- Connaissance d'AgularJS et Material Design serait un plus
- Maîtrise de l'anglais

Savoir-être professionnel

- Force de proposition / dynamique
- Aisance relationnelle
- Travail en équipe
- Créativité
- Esprit d'initiative
- Autonomie
- Capacité d'écoute

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DAPP/WEB/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 12/11/2018

Catégorie A – A+

Poste : expert des marchés forestiers, de la chaîne d'approvisionnement et de l'industrie forestière, mis à disposition auprès de l'Organisation Internationale des Bois Tropicaux (OIBT) – Yokohama, Japon

(Durée 3 ans)

Contexte organisationnel

L'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT) est une organisation intergouvernementale qui encourage l'expansion et la diversification du commerce international des bois tropicaux provenant de forêts gérées de manière durable et légalement exploitées, ainsi que la gestion et la conservation durables des forêts tropicales productrices de bois. L'OIBT élabore des documents d'orientation et des directives convenus au niveau international pour promouvoir la gestion et l'utilisation durables des forêts et la conservation des forêts. Elle aide les pays tropicaux membres à adapter ces politiques aux conditions locales et à les mettre en œuvre sur le terrain par le biais de projets. En outre, l'OIBT recueille, analyse et diffuse des données sur la production et le commerce des bois tropicaux et finance des projets et d'autres actions visant à développer les industries à l'échelle communautaire et industrielle. L'Accord international de 2006 sur les bois tropicaux définit quatre comités de l'Organisation :

1. Comité de l'industrie forestière;
2. Commission de l'économie, des statistiques et des marchés;
3. Comité sur le reboisement et la gestion des forêts;
4. Comité des finances et de l'administration.

Bien que la majeure partie des travaux de l'OIBT à ce jour (environ 70 % du financement total) ait été consacrée au reboisement et à la gestion des forêts, ces dernières années ont vu une priorité croissante accordée à la promotion des marchés pour les bois tropicaux produits de manière durable et légale. Les projets/programmes de l'OIBT visant à promouvoir une meilleure gouvernance forestière dans l'ensemble des zones tropicales (y compris, par exemple, de nombreux projets visant à mettre en place des systèmes de suivi des grumes et du bois) ont contribué à des initiatives telles que FLEGT dans plusieurs pays. L'OIBT a également mis en œuvre un important programme de renforcement des capacités, financé majoritairement par l'UE depuis 2007, visant à améliorer la mise en œuvre des listes CITES d'espèces de bois tropicaux. En outre, l'Organisation met actuellement en œuvre un projet de surveillance indépendante du marché (IMM) financé par l'UE, qui vise à suivre la mise en place du bois sous licence FLEGT dans l'UE et sa réception sur ce marché.

Ainsi, depuis 1987, l'OIBT a financé plus de 1 000 projets, avant-projets et activités évalués à plus de 400 millions de dollars US. Tous les projets sont financés par des contributions volontaires, les principaux donateurs étant les gouvernements du Japon, des États-Unis, de la Norvège et de l'Union européenne. Le siège de l'OIBT est situé à Yokohama, au Japon, et compte actuellement 72 pays membres, plus l'Union européenne, qui représentent ensemble environ 90 % du commerce mondial des bois tropicaux et plus de 80 % des forêts tropicales du monde.

Contrairement à d'autres accords sur les produits de base, l'Accord international sur les bois tropicaux ne prévoit aucun mécanisme de régulation des prix ou d'intervention sur les marchés et accorde une importance égale au commerce et à la conservation. Le concept sous-jacent de l'OIBT est le développement durable des forêts tropicales en encourageant et en aidant l'industrie et le commerce des bois tropicaux à gérer et donc à conserver les bases de ressources dont ils dépendent.

Le poste est rattaché au bureau du Directeur exécutif de l'OIBT.

Objectifs du poste

L'expert soutiendra principalement les travaux de l'OIBT dans la Division du commerce et de l'industrie. Il soutiendra/développera son programme de travail émergent lié aux politiques, au renforcement des capacités et à l'accès au financement pour des chaînes de valeur durables, à l'accès aux marchés et aux relations entre consommateurs et producteurs. Cette position sera étroitement liée aux activités de développement de l'OIBT à l'appui du programme FLEGT de l'UE, du règlement sur le bois de l'UE, y compris ses travaux en cours sur le suivi des grumes/bois, le projet IMM (surveillance indépendante du marché dans le cadre du plan d'action de l'UE contre le commerce de bois illégal, FLEGT), les analyses des marchés du bois, etc.

Compétences techniques

Les domaines d'expertise de l'expert incluiront:

> une expertise scientifique, technique et pratique pour aider les gouvernements et le secteur privé à satisfaire aux exigences des accords FLEGT/APV dans le cadre des engagements du plan d'action de l'UE;
> la connaissance des instruments fiscaux, juridiques et administratifs pour encourager l'investissement du secteur privé dans la production forestière durable, les chaînes d'approvisionnement et la fabrication de produits forestiers ;
> un diplôme universitaire avancé approprié avec une qualification post-universitaire dans des matières pertinentes pour l'économie forestière, les marchés, le commerce, les chaînes de valeur, les produits forestiers, etc ;
> au moins 5 ans d'expérience professionnelle, y compris dans un environnement multiculturel et international ;
> la connaissance des pays producteurs et consommateurs de l'OIBT, de préférence avec expérience professionnelle ;
> la connaissance des questions de développement, techniques, sociales, d'investissement et d'autres questions relatives à la promotion de la gestion, de la transformation et du commerce durables des forêts tropicales et du bois dans les pays producteurs de l'OIBT ;
> une excellente connaissance et exposition au régime international des forêts, du changement climatique et du commerce et aux processus et initiatives connexes, y compris les processus de négociation internationale ;
> la maîtrise de l'anglais et du français; l'espagnol serait un plus.

Conditions à remplir

> Poste ouvert uniquement aux **fonctionnaires ou personnes en CDI de droit public** ;
> Professionnalisme: très proactif/ve et axé/e sur les résultats; capacité d'examiner et de réviser le travail des autres; consciencieux/se et efficace dans le respect des engagements, le respect des échéances et l'atteinte des résultats; excellente capacité analytique et conceptuelle; capacité de produire des rapports clairs et complets; capacité d'identifier et d'aborder les questions de politiques et de présenter des résultats analytiques et de prendre des décisions ;
> Communication: une excellente maîtrise de l'anglais à la fois à l'écrit et à l'oral est obligatoire, y compris la capacité de communiquer avec des personnes d'origines différentes, la connaissance du français et/ou de l'espagnol sera avantageuse ;
> Travail d'équipe: excellentes aptitudes interpersonnelles avec la capacité de travailler sous pression, capacité à diriger et obtenir la coopération des autres dans un effort d'équipe, y compris pour les activités de collecte de fonds ;
> Jugement/prise de décision: bon jugement et esprit d'initiative, imagination et débrouillardise, énergie et tact; capable d'assurer une structure de travail efficace pour maximiser la productivité et obtenir des résultats ;
> Sensibilisation technologique: capacité de se tenir au courant des développements et des technologies

pertinentes applicables à la profession.

Fonctions spécifiques

> Contribuer à l'élaboration de programmes et d'initiatives visant à encourager les investissements du secteur privé dans la production durable des forêts, les chaînes d'approvisionnement des produits ligneux récoltés, y compris l'énergie à base de bois, qui sont issus de forêts durablement gérées, respectueux du climat et contribuant à la croissance verte ;
> Contribuer aux activités de collecte de fonds de l'OIBT pour les programmes mentionnés ci-dessus, y compris au Fonds vert pour le climat, aux donateurs bilatéraux (États membres de l'UE, États-Unis, Japon, Chine, etc.) ;
> Conceptualiser les travaux d'analyse sur le rôle des forêts productives dans la croissance verte inclusive et l'atténuation/adaptation des changements climatiques ;
> Assurer la liaison avec les organisations partenaires (CPF, Banque mondiale, FAO, CIFOR, etc.) et entretenir des relations de partenariat et des réseaux ;
> Contribuer aux analyses et à la préparation de l'Examen biennal de l'OIBT de la situation mondiale du bois d'œuvre ;
> Contribuer aux activités de sensibilisation et de publication ;
> Présentation des travaux dans le cadre de colloques, réunions, conférences et manifestations. Fournir une contribution à la direction de l'OIBT sur les sujets liés au portefeuille de travail ;
> Contribuer à l'élaboration et à la supervision de projets et d'activités connexes sur le terrain.

Durée de la mise à disposition : 3 ans, renouvelable 2 fois un an

Personnes à contacter :

- Héloïse Pestel : heloise.pestel@agriculture.gouv.fr
- Nathalie Guesdon : nathalie.guesdon@agriculture.gouv.fr
- Catherine Rivoal : catherine.rivoal@agriculture.gouv.fr

Les dossiers de candidature (CV et lettre de motivation) doivent être adressés avant le 19 novembre 2018 par courriel aux personnes ci-dessus et/ou courrier au Ministère de l'agriculture et de l'Alimentation, DGPE – Service des échanges internationaux - 3 rue Barbet de Jouy - 75349 PARIS 07SP.

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Institut français du cheval et de l'équitation

Avenue de l'école nationale d'équitation

BP 207 – Terrefort

49411 SAUMUR CEDEX

Directeur/Directrice général(e) adjoint(e) de l'IFCE

N° du poste : (numéro Epicéa) **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A(*) : 5	
Poste susceptible d'être vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Institut Français du Cheval et de l'Équitation est un établissement public administratif sous double tutelle des Ministères en charge de l'agriculture et des sports. Il met en œuvre les politiques publiques en faveur de la filière cheval sur tout le territoire national notamment la recherche et développement, la formation des acteurs, la traçabilité sanitaire et les contrôles, l'appui à la filière. L'établissement est dans un contexte de réorientation de ses missions. Cette fiche de poste s'appuie sur les attributions du Directeur General Adjoint prévu dans le Décret N°2010-90 du 22 janvier 2010 relatif à l'institut français du cheval et de l'équitation.
Objectifs du poste	L'agent est placé sous l'autorité hiérarchique du Directeur général de l'IFCE, au sein de la Direction générale. Il/Elle seconde le Directeur Général de l'IFCE dans le management et le pilotage de l'établissement. Il/Elle a une vue transversale et intervient sur l'ensemble des missions de l'établissement. Il/Elle contribue à la définition, la mise en œuvre et à l'évaluation de la politique de l'établissement et participe à la mise en œuvre et au suivi du Contrat d'objectifs et de performance 2018 -2022 ainsi que du projet d'établissement.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	Il/elle sera plus particulièrement chargé(e) des dossiers suivants : - la politique de formation de l'établissement qui représente près de 450 stagiaires par an en formation initiale ou continue ; - la promotion de l'équitation de haut niveau en liaison avec les fédérations délégataires (FFE, et fédération de pentathlon moderne…). A ce titre, il/elle suit les relations avec le Ministère des sports ; - le suivi du Conseil Emploi formation et du Conseil, culture, patrimoine et UNESCO en lien avec leurs présidents respectifs ; Sur le plan fonctionnel, il/elle assure, en tant que de besoin l'intérim de la direction de l'IFCE, Il/elle s'appuie sur le pôle pilotage et pilote le réseau des 6 délégations territoriales de l'IFCE. Conditions particulières de travail : - Horaires variables - Disponibilité accrue notamment les week-ends (galas, courses et compétitions)

	- Déplacements professionnels nombreux
Champ relationnel du poste	En interne : - Direction générale - Directeur centraux - Directeurs de délégation territoriale En externe : - Administrations centrales - Services de l'Etat - Organismes professionnels - Elus
Compétences liées au poste	**Savoirs et savoir-faire :** Management : - disposer d'une expérience d'encadrement (expérience d'un ou plusieurs postes à responsabilité croissante) ; - animer le travail en équipe, motiver et donner du sens, conduire des projets multidisciplinaires et transversaux ; - accompagner le changement ; - gérer des budgets et des moyens ; - fixer des objectifs cohérents, décider, piloter et évaluer les résultats d'actions mises en œuvre par des équipes ; - négocier et savoir gérer une crise. Connaissance de la filière et de ses institutions : - connaitre le secteur cheval et son environnement socio-économique au niveau régional, national ou international. Aménagement du territoire – Développement économique et social : - savoir élaborer ou expertiser un projet de développement territorial ; - connaître les politiques d'intervention des différentes collectivités ; - comprendre les enjeux des partenariats/alliances des institutions et de leurs programmes d'intervention. Compétence optionnelle : connaissance et pratique au travail d'une ou plusieurs langues étrangères
Personnes à contacter	Les dossiers de candidature, constitués d'une lettre de motivation et d'un curriculum vitae, sont à adresser avant le 31 octobre 2018 à : - Mme la Directrice des sports, Ministère des sports, 95 avenue de France, 75650 Paris Cedex 13 - M. le Secrétaire Général par Intérim du ministère de l'agriculture et de l'alimentation, 78 rue de Varenne, 75349 Paris SP 07 - Mme la Déléguée à la mobilité et aux carrières du ministère de l'agriculture et de l'alimentation, 78 rue de Varenne, 75349 Paris SP 07 Personnes à contacter pour toute information : - Mikaël QUIMBERT, Chef du bureau du cheval et de l'institution des courses, ministère de l'agriculture et de l'alimentation mikael.quimbert@agriculture.gouv.fr Ou - Jacky AVRIL, Chef du bureau des établissements publics, ministère des sports jacky.avril@sports.gouv.fr